

LA FRONTIÈRE ENTRE AUTORITÉS ET ENTREPRISES S'ESTOMPE

Les entreprises se voient de plus en plus confier des responsabilités qui relèvent traditionnellement des missions du secteur public. Ainsi deviennent-elles de plus en plus souvent le partenaire de confiance, se substituant donc aux pouvoirs publics. Cet engagement comporte le risque de devenir « politiquement » responsable. D'un autre côté, ce nouveau rôle offre également des opportunités.

Dans notre société de plus en plus complexe, la confiance dans les acteurs traditionnels, tels que les pouvoirs publics ou les médias, diminue systématiquement (lire aussi l'article « Les entreprises font ce qui est juste, dixit le citoyen », p. 12). À l'inverse, la confiance dans les entreprises grandit. Ce signal de confiance est le bienvenu pour les entreprises. Il montre que, contrairement à ce qui est parfois affirmé, les citoyens pensent que les entreprises agissent de manière socialement responsable et ne correspondent donc pas à l'image facile et stéréotypée que l'on donne d'elles : des machines uniquement intéressées par le profit.



Pour de nombreuses entreprises, ce rôle de confiance est organique. Elles sont conscientes de leur responsabilité à l'égard des parties prenantes, laquelle va bien au-delà des prochains chiffres trimestriels. Assumer consciemment cette responsabilité n'est pas une donnée obligatoire pour les entreprises, mais un élément essentiel de leur ADN.

LE RÔLE PUBLIC DES ENTREPRISES S'ACCROÎT

Aujourd'hui, ce rôle de confiance spontanée est de plus en plus complété par un rôle de confiance sur le plan légal. Pensons notamment aux initiatives législatives européennes, telles que la directive sur le reporting des entreprises en matière de durabilité (Corporate Sustainability Reporting Directive - CSRD) et la directive sur la diligence raisonnable des entreprises en matière de développement durable (Corporate Sustainability Due Diligence Directive - CSDDD). C'est ainsi que des obligations qui relèvent traditionnellement de la compétence des pouvoirs publics sont transférées aux entreprises. Alors qu'il existait auparavant une distinction plus ou moins stricte entre la sphère politique et la sphère des entreprises, cette distinction est aujourd'hui beaucoup moins bien définie. Cette évolution crée à la fois des opportunités et des défis pour les entreprises.

Le fait que les entreprises deviennent de plus en plus des acteurs politiques ou publics peut renforcer la confiance dont elles jouissent déjà aujourd'hui. Les entreprises ne peuvent être aveugles aux évolutions souvent délicates de la société et doivent leur accorder l'attention nécessaire. La porte de l'entreprise ne peut rester fermée à ce qu'il se passe dans le monde extérieur. Appréhender toutes ces questions sociétales de manière responsable ne peut que renforcer le lien avec toutes les parties prenantes concernées.

Cependant, des attentes légitimes peuvent aussi devenir des attentes excessives. Le débat sociétal est intrinsèquement complexe. L'introduction de ce débat au sein des entreprises peut mettre à rude épreuve les relations au sein de celles-ci. Et il faut l'éviter. Les entreprises sont des acteurs de la société, dotés de leur propre responsabilité. Elles n'ont pas la responsabilité d'appréhender et de résoudre tous les problèmes de la société. Pour ce faire, elles ne disposent souvent pas des connaissances nécessaires et de la légitimité démocratique, qui revient toujours intégralement aux responsables politiques élus et aux acteurs publics.

AUGMENTATION DES EXIGENCES DE CONFORMITÉ

Dans la pratique, les nouvelles exigences et attentes s'accompagnent souvent de nouvelles obligations ou exigences de conformité. On attend donc de plus en plus des entreprises qu'elles analysent à peu près tout et tout le monde dans tous les maillons de leur chaîne de valeur. Cela contraint les entreprises à jouer un rôle de contrôle traditionnellement exercé par les pouvoirs publics. De plus, ce rôle s'accompagne souvent de coûts qui explosent.

La fonction de contrôle était à l'origine limitée au secteur financier, mais elle s'est depuis étendue à l'ensemble de l'économie. Les entreprises qui ne respectent pas (suffisamment) cette obligation de contrôle, souvent très détaillée, s'exposent à de lourdes sanctions, sans parler des atteintes à la réputation ou à l'image. Conséquence ? Un objectif positif risque d'être perçu et vécu comme un fardeau pour de nombreuses entreprises.

Les entreprises reconnaissent qu'elles doivent gagner la confiance de toutes leurs parties prenantes jour après jour. Cette confiance englobe de nombreux aspects, contraignant automatiquement les entreprises à s'engager dans un débat de société souvent délicat. Elles y sont de plus en plus contraintes par le législateur, sans toutefois que celui-ci ait lui-même une réponse toute faite à toutes les questions sociétales délicates. La frontière entre les autorités et les entreprises est donc plus diffuse aujourd'hui que jamais.

Même lorsque les entreprises deviennent des acteurs sociétaux, il convient de rester vigilant quant à la ligne de démarcation entre les intérêts privés et publics. Les entreprises ont un rôle à jouer dans la conciliation d'intérêts sociétaux conflictuels, et elles jouent ce rôle, mais elles ne peuvent être tenues individuellement responsables et a fortiori répondre de leurs actes pour tout ce qu'il se passe dans le vaste monde qui les entoure. □

« LES ENTREPRISES NE PEUVENT PAS ÊTRE TENUES RESPONSABLES DE TOUT CE QU'IL SE PASSE DANS LE VASTE MONDE QUI LES ENTOURE »